

**LANCEMENT DU PROGRAMME : « CHAQUE ENFANT A BESOIN  
D'UN ENSEIGNANT QUALIFIE »  
SEGOU (Mali), le 30 Octobre 2012**

Monsieur le Ministre de l'Education, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales,

Monsieur le Gouverneur de la Région de Ségou,

Monsieur le Maire de la Commune Urbaine de Ségou,

Messieurs les Directeurs des Académies d'Enseignement de Ségou et de San,

Monsieur le Directeur du bureau d'Oxfam Novib au Mali,

Monsieur le Président du Comité de Pilotage du « Programme Educateur de Qualité »,

Madame la Présidente de la Coalition Nationale Education Pour Tous du Mali,

Monsieur le Secrétaire Général du Syndicat National de l'Education et de la Culture (SNEC),

Distingués invités en vos titres et grades,

Mesdames et Messieurs,

**Monsieur le Ministre,**

Je voudrais d'abord vous transmettre les salutations amicales et sincères de la Présidente et du Secrétaire Général de l'Internationale de l'Education, Mme. Susan Hopgood et M. Fred van Leeuwen, qui ont contribué, par leur engagement permanent, à la faisabilité et à la réalisation du programme qui nous réunit ce matin.

En 1990 à Jomtien en Thaïlande, puis en 2000 à Dakar au Sénégal, le monde entier, avec ce qu'elle compte de professionnels et d'experts avérés ou autoproclamés, s'était retrouvé pour faire le constat des faiblesses structurelles qui caractérisent les systèmes éducatifs des pays en développement, dont le plus grand nombre est africain ; et pour tracer des perspectives de leur évolution pour l'atteinte en 2000 d'abord, puis en 2015, c'est-à-dire

dans trois (3) ans, des six (6) objectifs quantitatifs et qualitatifs que nous connaissons tous. Par ailleurs, aux niveaux régional, sous-régional et national, plusieurs assises ont eu lieu au terme desquelles ont été élaborés des programmes plus ambitieux, ayant pour vocation de permettre à nos pays de casser le cycle infernal du sous-développement dans lequel ils sont englués, grâce au développement des intelligences, des connaissances et des savoirs nécessaires à cet effet.

Au nombre de toutes ces réunions, je retiens particulièrement la conférence que nous avons tenue à Bamako en novembre 2004, sur la problématique des enseignants non fonctionnaires, consubstantielle de celle de la qualification des enseignants, pendant laquelle le Ministre Malien de l'Education Nationale de l'époque, feu le professeur Mamadou Lamine Traoré, à qui je pense particulièrement ici et maintenant, a joué un rôle essentiel pour sensibiliser ses homologues et les pays africains de l'urgence et de l'intérêt que suggère pour notre continent la mise en place de systèmes éducatifs fiables et viables, à la mesure des énormes défis économiques, sociaux, politiques et culturels à relever. En 2009, nous sommes revenus à Bamako pour l'évaluation des engagements pris. Hélas, la moisson n'a pas honoré la promesse des fleurs, elle-même déjà très marginale.

Pour sa part, l'Internationale de l'Education se réjouit de ce que ce matin, ici à Ségou, dans un même élan d'esprit et de cœur mettant en mouvement l'Etat malien dans toutes ses composantes concernées, des partenaires au développement et le principal syndicat de l'enseignement et de la culture – le SNEC - nous puissions ensemble procéder au lancement du programme dénommé « **CHAQUE ENFANT A BESOIN D'UN ENSEIGNANT QUALIFIE** ». Contrairement aux inexactitudes et contre-vérités assénées à coups de résultats d'études et de recherches opportunément commanditées, entre autres par la Banque Mondiale et les agences bien-pensantes dont la bonne foi n'est toujours pas la chose la mieux partagée, nous administrons ici la preuve évidente que la société civile, les syndicats, les partenaires au développement et l'Etat, peuvent œuvrer en bonne intelligence pour le bien de l'école et de tous ses acteurs.

**« CHAQUE ENFANT A BESOIN D'UN ENSEIGNANT QUALIFIE »** : Nous y sommes.

Oui, Monsieur le Ministre, Mesdames et Messieurs, nous sommes ici ce jour pour que ce besoin ait une réponse appropriée. Nous sommes ici pour que les filles et les garçons de Ségou aient des enseignants qualifiés. Nous sommes ici pour participer à l'édification d'une société et au renforcement d'une république plus justes, à l'égard de tous leurs enfants en leur offrant la possibilité d'accéder à une éducation de qualité, sans laquelle leurs possibilités d'épanouissement personnel et leur participation à celui de la société seraient entamées. Nous sommes ici pour démontrer que les syndicats de l'enseignement ne savent pas faire que les grèves et revendiquer des droits et avantages catégoriels ou sectaires,

mais qu'ils savent aussi défendre et promouvoir les justes droits des enfants dont ils ont la charge et ceux de leurs familles . Nous sommes ici pour célébrer la confirmation de l'adhésion du Mali au refus de semer les graines d'une fracture scolaire et culturelle dommageable à tous égards qu'insidieusement, par égoïste ou naïvement, certains Africains défendent et promeuvent en validant des théories éculées qui tendent à confondre l'investissement scolaire, celui qui prévient les crises les plus graves de demain et mobilise l'inventivité positive de l'esprit humain, à l'investissement financier ou mercantile.

Depuis sa création en 1993, l'Internationale de l'Education fait entendre la voix de ses 30 millions de membres dans le monde entier, pour sonner l'alarme que suggère un monde où l'économie financière et les spéculations en tout genre voudraient s'imposer à tout et à tous ; reléguant les Etats au simple rôle de régulateur des plaintes et de la misère collective. Ce sont les théoriciens de ce modèle qui poussent à la privatisation et à la mondialisation effrénées de l'économie et des investissements, y compris dans le secteur scolaire, comme si la seule valeur qui compte est la possession matérielle. Les injustices systémiques qui en découlent ont donné lieu aux plus grandes et graves crises des trente dernières années: Crise économique, crise politique, crise morale, crise sociale, crise sociétale, crise civilisationnelle...

La cérémonie de ce jour donne espoir aux enfants et aux parents de ce territoire, voire de l'ensemble du pays. Grâce à nos efforts conjugués, à notre persévérance, à notre force de conviction et à notre foi, nous pourrions permettre à d'autres, au Mali et dans d'autres pays, d'en avoir aussi. Nous n'avons pas le droit de laisser les mauvaises nouvelles envahir notre vécu quotidien. Bien au contraire, grâce à l'école de la République et par elle ; celle qui, pourtant venant d'horizons si lointains et divers, nous a permis d'être ici ce jour, nous pouvons offrir à chaque fille et à chaque garçon la seule clé qui, au de-là du rêve et de l'espoir, ouvre effectivement les portes d'un vécu digne, en harmonie avec soi-même et avec l'autre. L'école, l'école publique notamment, est aussi et surtout le lieu où s'acquièrent, sans distinction de classe ni de sexe, les matériaux essentiels qui permettent à l'esprit humain d'élever des murs contre les fanatismes, les fondamentalismes, l'intolérance et l'arrogance que seule l'ignorance autorise.

Qu'il me soit permis de remercier très sincèrement Oxfam Novib et Comic Relief pour avoir compris très tôt tout l'intérêt que revêt l'école publique dans un monde qui veut bâtir la paix par la justice sociale dont l'école publique est le principal vecteur, en acceptant de s'associer à la Coalition Nationale Education Pour Tous et au SNEC, en vue de la conception et de la conduite de ce programme. L'Internationale de l'Education et les enfants du Mali vous en sont très reconnaissants. En effet, la paix telle que la veut les adeptes du libéralisme inconditionnel, est simplement impossible dans l'injustice structurelle dont la fracture scolaire porte les germes.

Je voudrais aussi remercier profondément l'Etat malien et ses institutions, notamment le Ministère de l'Education, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationale, sans l'accord et le soutien multiforme duquel ce programme n'aurait jamais eu lieu. Monsieur le Ministre, merci infiniment pour votre présence parmi nous pour lancer ce programme, malgré vos autres occupations en cette période délicate. Vous témoignez ainsi de la nature des étroits rapports que l'Etat malien entretient avec la société civile.

C'est donc le lieu et l'opportunité de relever, pour l'affirmer, que les modèles de politiques scolaires prônés par les experts internationaux de tout vent, dont la Banque Mondiale, le FMI, leurs associés et sous-traitants, ont fait faillite. Pour notre jeunesse et notre propre dignité, soyons solidaires, volontaristes, rigoureux et inventifs comme l'ont été et le sont les nations qui ont su se sortir de la misère endémique malgré des environnements et des conjonctures hostiles. Puisse en nous la force de notre imagination et notre génie créateur pour donner à notre école les moyens permanents d'une éducation de qualité. Nous ne pouvons plus nous contenter des seuls progrès relatifs à l'accès. La qualité au profit de tous doit nécessairement interpeler la conscience de ceux qui en ont la responsabilité.

Monsieur le Ministre,

Mesdames et Messieurs,

Jamais les pays d'Europe de l'Ouest et les Etats-Unis d'Amérique n'ont autant investi dans leurs systèmes éducatifs et de recherche que depuis l'avènement de la crise économique en cours. Les dirigeants de ces nations justifient cette approche stratégique par la préparation de leurs jeunes aux enjeux de demain et d'aujourd'hui. Tout le contraire de ce que les experts venus de ces pays « pour nous sauver », exigent de nos Etats. Au Nord, les Etats empruntent pour financer l'éducation, la recherche scientifique et l'innovation. En Afrique, les Etats doivent se désengager de l'éducation et de la recherche pour les céder aux puissances de l'argent. Au Nord, des emplois publics par milliers sont créés pour développer l'école publique malgré un endettement et des déficits budgétaires et sociaux colossaux ; pires que ce qu'ils étaient en Afrique lors de l'imposition par Banque Mondiale et le FMI des fameux Programmes d'Ajustement Structurels aux conséquences sociales mémorables. Et pourtant, selon ces institutions et leurs complices, en Afrique, on doit augmenter jusqu'au de-là du raisonnable les effectifs par classe et cesser la formation professionnelle des enseignants, entre autres mesures néfastes.

Dans ce contexte, qui pourrait m'expliquer et me convaincre de que ces thèses reflètent la vision et les capacités de nos nations, pour leur permettre d'occuper la place qui devrait être la leur dans un monde en permanente révolution scientifique, technologique, économique

et géostratégique? Qui pourrait me convaincre de ce que ces exigences ne cachent pas de sombres et inavouables desseins ? Pour ma part, je ne doute pas de ce que les désirs et les saines ambitions des nations et des Etats du Nord correspondent davantage et mieux à ceux des nations et des Etats africains, maliens en particulier. C'est pourquoi je crois profondément que nos Etats doivent faire de l'Ecole Publique de Qualité Pour Tous, le socle et la clé de voute de toute stratégie de développement et d'un vivre ensemble harmonieux.

Monsieur le Ministre, Mesdames et messieurs, si tel est le vœu de tous, ce dont je ne doute point, engageons-nous y résolument.

Merci pour votre attention et que Dieu nous bénisse et nous garde.

**Samuel Ngoua Ngou**

Coordinateur

Education International – Africa Office

24 Tanbu Street – East Legon

P.O. Box DTD 216

Accra - Ghana

[Samuel.ngouangou@ei-ie.org](mailto:Samuel.ngouangou@ei-ie.org)